
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 18/2 (1991)

DOI: 10.11588/fr.1991.2.56930

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Johannes BÄRMANN, *Zur Geschichte des Mainzer Universitäts-Fonds 1781–1822. Ein Archiv-Bericht*. 2 Bde, Stuttgart (Steiner Verlag) 1990, 159 u. XVI – 874 p. (Recht und Geschichte, VIII, 1/2).

M. Bärmann présente au public érudit l'histoire d'un fonds d'archives, celui de l'Université de Mayence. Dans un premier volume, de 160 pages, il marque les étapes de sa formation, en particulier la période qui suit immédiatement 1781, celle de la sécularisation des monastères et du transfert de leurs biens, les incidences de ces événements sur le financement de l'Université, les arrangements avec le Palatinat électoral et la Hesse (pp. 31–85). Le lecteur français s'intéressera encore davantage à la partie du fonds relative à la période au cours de laquelle Mayence fut annexée à la République conquérante – à l'analyse des documents conservés aux Archives Nationales dans la série F 17 (pp. 112–120). Mais surtout, il prendra connaissance du second volume – fort de 874 pages – avec curiosité et peut-être même avec passion. Car il contient la reproduction, en fac-similé, de plusieurs centaines de documents concernant cette Université appelée à disparaître, puis à renaître, en 1946. Près de la moitié d'entre eux sont en allemand, et se trouvent échelonnés de 1713 (deux bulles pontificales) à 1789. Deux documents bilingues (pp. 344–357) marquent la transition. Un «arrêté du commissaire du gouvernement concernant les écoles et l'instruction publique», en date du 9 floréal an VI, affiche sans ambages la volonté de répandre la langue française, le système métrique, et la *morale civique*, destinée à remplacer *l'enseignement des catéchismes et autres livres de quelque culte que ce soit*. Ceci dans le dessein de faire profiter ... la génération qui s'élève ... du bienfait de la liberté dont l'aurore vient d'éclairer son berceau (sic). On lira avec encore davantage de curiosité le second document bilingue, organisant *les fonctions honorables et intéressantes de professeur* (p. 344). L'autonomie au moins relative des établissements d'enseignement supérieur y est proclamée: *Les revenus de chacune des Universités seront administrés par les professeurs réunis, sous la surveillance des départements*. Les modalités de l'assemblée du corps enseignant y sont fixées. En particulier, il est stipulé que *les délibérations seront rédigées en langue française*. De la masse des documents relatifs aux finances de l'Université – question cruciale – émerge un «Mémoire concernant l'Instruction publique, présenté au gouvernement au nom de la ville de Mayence», l'an X, donc sous le Consulat, alors qu'il est question *du placement des écoles ailleurs que dans cette ville*. Il y est notamment dit: *Il semble au seul aspect de Mayence que cette ville soit destinée par la nature à devenir le point intéressant de communication, l'entrepôt littéraire de la France et de l'Allemagne*, et qu'elle soit appelée à demeurer *le centre honorable où se porteront les Allemands et les Français pour l'échange utile de leurs connaissances* (p. 446). On appréciera également différents documents utiles pour l'histoire des relations franco-allemandes, dont des plans et des schémas concernant l'École de Médecine élevée sur l'emplacement du couvent des Capucins (pp. 753–760).

Un ouvrage essentiel pour la connaissance du passé mayençais.

René PILLORGET, Paris